

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail

**Discours à la Nation du Chef de l'Etat de la Transition à l'occasion de la
célébration du 1^{er} décembre 2014, jour anniversaire de la proclamation de
la République Centrafricaine**

Bangui, le 30 Novembre 2014

Centrafricaines,

Centrafricains,

Chers compatriotes,

Demain 1^{er} Décembre 2014, nous célébreront le 56^e anniversaire de la proclamation de la République Centrafricaine. 56 ans dans la vie d'une Nation et d'une République, c'est l'âge de toute une génération qui arrive à son apogée. Une génération qui a muri. Dans le contexte national actuel caractérisé par la persistance de la crise politico-militaire sur tout le territoire national, j'ai tenu à donner un caractère particulier à cette célébration en invitant chaque centrafricain, ou qu'il se trouve, à méditer sérieusement sur le bilan de ces 56 années et sur l'avenir de notre pays.

En effet, je n'ai pas voulu organiser des manifestations fastueuses au regard de la misère dans laquelle croupit la majorité des Centrafricains dont certains se trouvent encore en exil forcé tandis que d'autres ne peuvent pas regagner leur domicile. J'ai pris la mesure de cette situation en décidant que la fête de cette année se fasse de la manière la plus sobre possible, en solidarité avec tous ceux qui souffrent dans ce pays et dont certains n'auront pas un repas digne en ce jour mémorable.

Mes chers compatriotes,

Il est très difficile de voir que 56 ans après la constitution de notre Etat et 54 ans après notre indépendance, il y ait encore dans ce pays béni de Dieu une misère persistante alors que nous avons d'importants atouts pour le transformer en terre d'abondance et de prospérité. C'est surtout pénible de constater qu'en 56 ans, nous avons tous collectivement échoué à assurer la stabilité de notre pays, jadis considéré comme un « havre de paix », une « Suisse africaine ». Les pays qui nous entourent ont pourtant réussi le pari d'un certain niveau de développement dans la même période grâce à un minimum de stabilité.

Oui, l'instabilité chronique nous a conduits au fond d'un gouffre d'où nous éprouvons aujourd'hui d'énormes difficultés pour sortir. De BOGANDA à SAMBA-PANZA en passant par DACKO, BOKASSA, DACKO, KOLINGBA, PATASSE, BOZIZE et DJOTODIA, l'histoire de la République Centrafricaine a été celle d'une succession de tumultes, de désordres, de coups d'Etat, de mutineries et de rébellions armées, avec de très courtes périodes d'accalmie qui n'ont pas permis d'asseoir les bases d'un développement durable.

En lame de fond de cette instabilité, ayons aujourd'hui le courage de reconnaître, grâce à la maturité de nos 56 ans, qu'un état d'esprit sinon une mentalité hostile au progrès est profondément la cause de nos malheurs.

Aussi bien du côté des gouvernants que des gouvernés, cette mentalité s'est manifestée par notre incapacité à mettre en avant les intérêts supérieurs de notre pays. C'est à juste titre qu'on nous accuse aujourd'hui d'avoir failli collectivement à notre devoir de bâtir une Nation soudée par son histoire et son système de valeurs, profondément animée par l'idée et par la volonté inébranlable d'un progrès continu.

Concrètement, cet état d'esprit est celui que nous voyons en œuvre dans les actes de violence quotidienne, de destruction des biens publics et privés, d'indiscipline généralisée, de rébellion jusque dans la cellule familiale où les repères sont brouillés, de violation des lois qui nous gouvernent, de prédation, de paresse et de facilité en contradiction avec le sens de l'effort qui permet d'avancer et, par-dessus tout, de remise en cause perpétuelle de l'autorité de l'Etat. Avec une telle mentalité, force est de constater que depuis plusieurs décennies, la République Centrafricaine notre chère patrie, offre à l'humanité entière le spectacle dérisoire et lamentable d'un chaos organisé et d'une véritable descente aux enfers.

Depuis le 24 mars 2013, la RCA est transformée en un océan de sang et de larmes et en un vaste cimetière où s'entassent des morts innocents lâchement torturés et assassinés.

Elle est transformée aussi en un vaste Camp de déplacés où des populations entières sont exposées à la violence meurtrière des groupes armés, à la maladie, aux intempéries et aux

lendemains inquiétants. Simplement parce qu'une minorité d'extrémistes ont choisi la violence et la terreur comme modes d'accès au pouvoir, violant ainsi le principe démocratique universel du pouvoir dans les urnes et par les urnes.

En dépit de nos efforts en faveur de la paix et de la réconciliation, la RCA est devenue une véritable INDUSTRIE DE LA VIOLENCE faite de braquages, de prises d'otage, de demandes de rançon et de chantage permanent dont les premières victimes restent et demeurent les populations civiles.

Tel est aujourd'hui le drame de notre pays, 54 ans après son indépendance.

Ce diagnostic sans complaisance ne doit cependant pas nous pousser au pessimisme qui anime aujourd'hui beaucoup de centrafricains. Il doit plutôt nous ouvrir les yeux sur nos manquements et nos insuffisances afin de mieux cerner notre problème et y trouver les solutions appropriées. Nous devons avoir le courage de reconnaître nos erreurs de parcours pour les corriger durablement et avancer sur des bases solides. L'occasion de cette célébration me paraît opportune pour l'amorce d'un tel exercice d'introspection collective qui est la planche de salut de notre nation menacée aujourd'hui par l'implosion.

Mes chers compatriotes,

La construction et l'indépendance d'un pays signifient que les fils et filles de la Nation doivent tous se sentir responsables du devenir de leur pays et se mettre au travail afin de générer des ressources propres pour faire face aux dépenses régaliennes et offrir à la population les services sociaux de base de qualité. Le Président Fondateur Barthelemy Boganda l'avait bien compris et a tracé la voie à suivre pour que la proclamation de la République soit une réalité pour notre pays en invitant les centrafricains à travers notre devise, à l'Unité, à la Dignité et au Travail. C'est effectivement en suivant ce chemin que le loger, nourrir, vêtir soigner et instruire peuvent être possibles pour chaque citoyen.

Aujourd'hui, nous, fils et filles de Centrafrique, sommes dangereusement engagés sur une voie contraire à celle tracée par le Père Fondateur par le choix de la division, de comportements indignes couronnés de violences et du refus de s'investir dans le travail.

C'est pourquoi, au moment où nous célébrons le 56^{ème} anniversaire de la proclamation de la République Centrafricaine, quelques questions lancinantes me brûlent les lèvres :

- Voudrions-nous demeurer une République de la division et de l'intolérance ?

- Voudrions-nous demeurer une République des coups d'Etat, des mutineries et des rebellions armées ?
- Voudrions-nous demeurer une République des pillages, des saccages, des viols, des braquages, des prises d'otage et du chantage ?
- Voudrions-nous demeurer une République de la paresse, de l'éternel recommencement et de la médiocratie ?
- Voudrions-nous demeurer une République de l'immobilisme qui refuse le développement ?

Ces questions et bien d'autres encore nous renvoient à la terrible question de notre responsabilité devant l'histoire et devant le peuple meurtri.

Dans la situation critique où se trouve aujourd'hui notre chère patrie, la République Centrafricaine, nous n'avons pas une autre alternative que de changer de comportement. Cela signifie qu'il faut maintenant aller sur le bon chemin, en rupture avec celui que nous avons emprunté jusque là.

Pour ma part, j'ai fait dès le départ le choix de la main tendue, du dialogue et de la concertation en conformité à la Charte Constitutionnelle de transition qui lie toutes les autorités de la transition, car rien ne peut remplacer le dialogue et la concertation dans un contexte aussi difficile et pernicieux.

Ce n'est point une marque de faiblesse, mais la voie de salut de la République Centrafricaine qui n'a que trop souffert. C'est pourquoi, j'avais misé sur le Forum intermédiaire de Brazzaville comme étape nécessaire à un dialogue inter-centrafricain sans exclusif à Bangui.

La célébration dans la sobriété des festivités de ce 56ème anniversaire sera marquée par le déplacement des Ministres résidents dans nos seize (16) préfectures. Ils auront ainsi l'occasion de plaider pour le dialogue comme dernier recours et de manifester la présence de l'autorité de l'Etat dans nos préfectures.

Elle m'offre aussi l'occasion d'appeler les partis politiques, la société civile, les communautés religieuses, les groupes armés, les femmes et les jeunes à se mobiliser pour les préparatifs du Forum national de Bangui du début du mois de Janvier 2015 sur les problèmes de la RCA, en vue de la réconciliation et de la reconstruction nationales. Un dialogue qui se passera de tout calcul politicien visant notamment à la remise en cause des institutions de la transition. Je me réjouis que l'idée d'une mise entre parenthèses des

consultations populaires ait été rejetée et cette phase, qui comporte l'enjeu de la réconciliation à la base, ait été reconnue unanimement comme étant indispensable. Nous y travaillons désormais d'arrache-pied à travers les Ministres résidents pour qu'à l'issue de ces consultations nous ayons des orientations très claires pour le forum national de Bangui.

Mes chers compatriotes,

L'heure est plus que jamais au rassemblement de nos forces pour barrer la route définitivement au spectre du chaos irrémédiable et surtout de la partition du pays agitée par les ennemis de la paix et de la réconciliation nationale.

L'heure est aussi à **l'union sacrée** autour du processus de transition pour qu'il aboutisse aux échéances prévues à des élections libres, justes, transparentes et équilibrées attendues par tous les Centrafricains de bonne foi.

Nous avons perdu beaucoup de temps dans les palabres stériles. Il est justement temps de penser à une nouvelle Renaissance de la République Centrafricaine dans l'Unité, la Dignité, le Travail et le Respect de la personne humaine.

A vous tous, je demande de tourner la page du passé négatif et de vous joindre à moi pour accomplir la difficile tâche de refondation de notre pays pendant cette période de transition. Unissons nos efforts, retrouvons notre dignité en renonçant à la violence et sauvons notre pays en nous mettant au travail. C'est en nous tournant vers les valeurs positives de compréhension mutuelle, de solidarité, de dialogue, de tolérance, de patriotisme, de démocratie, d'honnêteté, de rigueur dans le travail, de civisme et de créativité que nous pourrons nous en sortir rapidement et dignement.

Mes chers compatriotes,

Pour les mois qui vont suivre jusqu'à la fin de la Transition, j'ai déjà indiqué clairement que les piliers de mon action sont la sécurité, les consultations populaires dans les 16 préfectures pour une véritable réconciliation à la base, le forum national de Bangui pour la refondation du pays sur de nouvelles bases et l'organisation des élections crédibles pour le retour apaisé à l'ordre constitutionnel. Il n'en demeure pas moins que ces objectifs politiques majeurs ne vont pas occulter l'œuvre globale de redressement du pays qui doit se poursuivre pour réellement sortir le pays de l'ornière et arrimer notre pays au processus d'un développement durable. Cette ligne de mon action sera maintenue et consolidée jusqu'à la fin de mon mandat pour que les bases de la reconstruction du pays soient effectivement jetées.

Lié à cela, il y a la lutte contre le pillage des ressources de notre pays. Ce pillage est la source nourricière de la complexité de la crise qui perdure chez nous. Il s'agit de l'une de voies indiquées pour permettre à l'Etat centrafricain d'avoir des ressources propres pour faire face aux défis de désœuvrement de la jeunesse, facteurs déterminants de la crise, de redynamisation du secteur privé pourvoyeur d'emplois et surtout pour la relance de la production nationale dans tous les secteurs.

Ma vision est de pousser tous azimuts à faire de la République Centrafricaine un vaste chantier dans les domaines des infrastructures, du bâtiment, de l'agriculture et du commerce international. Dans ces secteurs porteurs et pourvoyeurs d'emplois, on peut d'ailleurs s'attendre à ce que des bailleurs de fonds internationaux viennent appuyer fortement nos initiatives contenues dans le Programme d'Urgence pour le Relèvement Durable.

Si nous avons une vision pour notre pays de demain, il est urgent d'en dresser le plan qui, si un consensus est trouvé, servira de boussole à tous ceux qui viendront gérer le pays. A mon humble avis, la période de Transition est particulièrement propice à la recherche du consensus autour de tels plans.

Mes chers compatriotes,

J'ai la détermination de conduire cette Transition à son terme et dans de bonnes conditions. Pour la bonne raison qu'un échec de la Transition actuelle nous ramènera sans nul doute à la case de départ et nous plongera dans l'inconnu. Nous devons nous convaincre de l'impérieuse nécessité de bien terminer la Transition actuelle et nous mobiliser pour cela derrière les Autorités établies.

C'est dire qu'en réalité le pays a besoin de sérénité, de patience et de large adhésion populaire à l'action des dirigeants pour faire face aux nombreux défis qui se posent à lui.

Tout le désordre qui s'organise dans notre pays n'est dans l'intérêt d'aucun Centrafricain digne de ce nom. Quel Centrafricain fier de l'être peut-il accepter le désordre et la destruction de ce qu'il a de plus cher, c'est-à-dire son pays ?

Nous avons l'obligation de préserver notre patrimoine commun légué par Barthélémy BOGANDA qu'est la République Centrafricaine.

Je lance encore un vibrant appel au sursaut patriotique des Centrafricaines et des Centrafricains qui ont entre leurs mains la clé de la solution à la crise qui secoue leur pays.

Réveillons nous, laissons tomber les armes et la division, arrêtons de nous entretuer et de détruire notre pays. Privilégions le dialogue constructif pour rebâtir notre pays, unissons

nous à nos dirigeants pour avancer ensemble et rêvons à une nouvelle Centrafrique de la diversité, du brassage des peuples et du progrès.

Malgré le contexte difficile, je souhaite une bonne fête du 1^e décembre à toutes les Centrafricaines et à tous les Centrafricains où qu'ils se trouvent et leur demande de se réjouir dans la dignité.

Vive la République Centrafricaine ! Vive le peuple Centrafricain !

Je vous remercie.